

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3953

[2004/202626]

29 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises pour l'accès aux études, le cours et la sanction de celles-ci dans l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 8;

Vu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 21 avril 2004;

Vu le protocole du 29 avril 2004 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 2 juin 2004 en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Aux conditions et selon les modalités fixées par le présent arrêté, le Conseil des études visé aux articles 31, 48 et 66 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est autorisé à prendre en considération pour l'admission aux unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 et la sanction de celles-ci, des capacités acquises :

- dans tout enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française;
- dans tout enseignement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ainsi que dans tout enseignement organisé, subventionné ou reconnu par les autorités compétentes en matière d'enseignement de pays tiers à la Belgique, pour autant que ledit Conseil dispose des éléments probants nécessaires;
- dans les centres de formation de l'Office de Formation de l'Office régional et communautaire de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'Office régional bruxellois de l'Emploi ainsi que les Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;
- dans les organismes de formation agréés en vertu du décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée ou de l'arrêté du 16 septembre 1991 relatif à l'agrément et au subventionnement d'entreprises d'apprentissage professionnel;
- par expérience professionnelle;
- par formation personnelle.

Pour l'évaluation de ces capacités, le chef d'établissement est autorisé à utiliser des périodes prélevées sur la partie de sa dotation consacrée au Conseil des études.

CHAPITRE II. — Admission des étudiants

Art. 2. § 1^{er}. Les capacités préalables requises pour l'admission dans une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale, ou les titres qui peuvent en tenir lieu, sont précisés aux dossiers pédagogiques des unités de formation, conformément à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Le Conseil des études peut considérer qu'un (plusieurs) titre(s) d'études obtenu(s) dans tout enseignement ainsi qu'un (plusieurs) titre(s) de compétences délivré par un centre de validation de compétences agréé peu(ven)t tenir lieu des titres visés au paragraphe précédent.

Les documents délivrés par les centres ou organismes de formation reconnus peuvent, sur décision du Conseil des études, tenir lieu de preuve des capacités préalables requises visées à l'alinéa 1^{er}.

De même, ledit Conseil peut prendre en compte des documents justifiant d'une expérience professionnelle pour reconnaître que le candidat possède les capacités préalables requises.

Dans le cas d'absence de titres ou de documents visés dans le présent § ou lorsque le Conseil des études juge ceux-ci insuffisants, il procède à la vérification desdites capacités par épreuve(s) ou test(s).

Le Conseil des études ne vérifie pas par une nouvelle épreuve la maîtrise des compétences attestées par un titre de compétences délivré par un centre de validation de compétences agréé.

§ 3. Le constat par le Conseil des études de ce que le candidat possède les capacités préalables requises à l'admission dans une unité de formation ne peut, de ce seul fait, entraîner la délivrance d'une attestation de réussite d'une autre unité de formation.

Art. 3. Pour l'application de ce chapitre, seul le Conseil des études est habilité à vérifier les capacités préalables requises à l'admission dans une unité de formation. Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 2 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par les membres du Conseil des études. Ces procès-verbaux sont conservés pendant deux ans au siège de l'établissement et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des Services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

CHAPITRE III. — *Sanction des études*

Art. 4. § 1^{er}. L'attestation de réussite d'une unité de formation peut être délivrée par le Conseil des études, sur base des capacités acquises visées à l'article 1^{er}, pour autant que celles-ci correspondent aux capacités terminales de l'unité de formation, telles que fixées dans le dossier pédagogique. Pour ce faire, ledit Conseil délibère en tenant compte :

1^o des résultats d'épreuves réalisées par tout enseignement, pour autant qu'elles portent sur l'évaluation de capacités équivalentes ou supérieures aux capacités terminales de cette unité de formation; dans ce cas, le Conseil des études peut si nécessaire vérifier par une épreuve les capacités de l'intéressé;

2^o des titres de compétences délivrés par les centres de validation de compétences agréés; dans ce cas, le Conseil des études ne vérifie pas par une nouvelle épreuve la maîtrise des compétences visées;

3^o des documents délivrés par les centres et organismes de formation reconnus, des acquis professionnels ou des éléments de formation personnelle fournis par l'élève; dans ce cas, le Conseil des études vérifie par une épreuve les capacités dont l'intéressé se prévaut en produisant les documents visés.

§ 2. La procédure décrite au présent article ne peut être utilisée que pour délivrer à un étudiant une ou plusieurs attestation(s) de réussite lui permettant de capitaliser l'ensemble des attestations de réussite des unités de formation nécessaires à la certification d'une section. De plus, il doit être inscrit à l'unité de formation "épreuve intégrée" si celle-ci est prévue au document 8^{ter} de la section considérée.

Le document 8^{ter} de la section est le document visé à l'article 11 de l'Arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1991 précité.

§ 3. L'attestation de réussite de l'unité de formation doit nécessairement être délivrée par un établissement autorisé à organiser cette unité de formation.

Dans ce cas, la composition du Conseil des études doit être conforme à celle qui est prévue en vue de la délivrance de l'attestation de réussite au terme de l'unité de formation concernée.

Art. 5. Les décisions prises par le Conseil des études en vertu de l'article 4 sont définitives. Elles sont consignées dans des procès-verbaux signés par les membres du Conseil des études. Ces procès-verbaux sont conservés au siège de l'établissement pendant deux ans et doivent pouvoir être présentés à tout moment aux membres des Services d'inspection et de vérification de l'enseignement de promotion sociale.

CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juillet 1993 fixant les modalités de reconnaissance des capacités acquises en dehors de l'enseignement de promotion sociale de régime 1 est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2004.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme Fr. DUPUIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3953

[2004/202626]

29 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheden verworven voor de toelating tot de studies, de cursus en de bekrachtiging van de studies binnen het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 april 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 april 2004;

Gelet op het protocol van 29 april 2004 van het Comité van sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, samen vergaderend;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 2 juni 2004 bij toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Onder de voorwaarden en volgens de bepalingen die bij dit besluit worden vastgesteld, wordt de Studieraad, bedoeld in de artikelen 31, 48 en 66 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, ertoe gemachtigd voor de toegang tot de vormingseenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en de bekrachtiging van deze, de bekwaamheden in aanmerking te nemen die werden verworven :

- in het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd wordt;
- in het onderwijs dat door de Vlaamse of Duitstalige Gemeenschap georganiseerd, gesubsidieerd of erkend wordt alsmede in elk onderwijs, dat door de overheden die in andere landen dan België voor het onderwijs bevoegd zijn, georganiseerd, gesubsidieerd of erkend wordt, voor zover de bedoelde Raad over de nodige bewijsstukken beschikt;
- in de vormingscentra van de vormingsdienst van de "Office régional et communautaire de la Formation professionnelle et de l'Emploi", van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling alsmede van de Centra voor permanente opleiding van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;
- in de vormingsdiensten die erkend zijn krachtens het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding of krachtens het besluit van 16 september 1991 betreffende de erkenning en de subsidiëring van "entreprises d'apprentissage professionnel" (ondernemingen voor het aanleren van een beroep);
- door beroepservaring;
- door persoonlijke vorming.

Voor de evaluatie van deze bekwaamheden krijgt het hoofd van de inrichting de toelating lestijden gebruiken die afgetrokken worden van het deel van zijn dotatie dat aan de Studieraad besteed wordt.

HOOFDSTUK II. — *Toelating van de studenten*

Art. 2. § 1. De vooraf verworven bekwaamheden die vereist zijn voor de toelating tot een vormingseenheid van het onderwijs voor sociale promotie of de bekwaamheidsbewijzen die ervan kunnen getuigen, worden in de pedagogische dossiers van de vormingseenheden bepaald overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en opleidingseenheden in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

§ 2. De Studieraad kan oordelen dat één (meerdere) studiebewijs(zen) dat(die) in elk onderwijs verkregen is(zijn) alsmede één (meerdere) bekwaamheidsbewijs(zen) dat(die) door een erkend centrum voor het bekrachtigen van bekwaamheden uitgereikt is(zijn), kan(kunnen) gelden voor de in het vorig lid bedoelde bewijzen.

De documenten die door de erkende vormingscentra of -inrichtingen uitgereikt worden, kunnen op beslissing van de Studieraad als bewijs dienen voor de vereiste vooraf verworven bekwaamheden die in lid 1 bedoeld zijn.

De bedoelde Raad kan eveneens rekening houden met de documenten, die een beroepservaring bewijzen teneinde te erkennen dat de kandidaat over de vereiste vooraf verworven bekwaamheden beschikt.

Bij gebrek aan in deze § bedoelde bewijzen of documenten of wanneer de Studieraad oordeelt dat deze niet voldoende zijn, controleert hij de bedoelde bekwaamheden via een proef(ven) of een test(s).

De Studieraad controleert niet de bekwaamheden die door een bekwaamheidsbewijs van een erkend centrum voor het bekrachtigen van bekwaamheden bewezen zijn, door middel van een nieuwe proef.

§ 3. De vaststelling door de Studieraad dat de kandidaat over de vereiste vooraf verworven bekwaamheden beschikt bij de toelating tot een vormingseenheid kan daardoor geenszins de uitreiking van een attest voor het slagen van een andere vormingseenheid tot gevolg hebben.

Art. 3. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt slechts de Studieraad ertoe gemachtigd de vereiste vooraf verworven bekwaamheden na te gaan bij de toelating tot een vormingseenheid.

De beslissingen die door de Studieraad genomen zijn krachtens artikel 2 zijn definitief.

Zij worden in processen-verbaal ingeschreven die ondertekend worden door de leden van de Studieraad. Deze processen-verbaal worden gedurende twee jaar bijgehouden op de zetel van de inrichting en moeten op elk ogenblik voorgelegd kunnen worden aan de leden van de Inspectie- en controlediensten van het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK III. — *Bekrachtiging van de studies*

Art. 4. § 1. Het attest voor het slagen van een vormingseenheid kan door de Studieraad uitgereikt worden op basis van de in artikel 1 bedoelde verworven bekwaamheden, voor zover deze overeenkomen met de eindbekwaamheden van de vormingseenheid, zoals bepaald in het pedagogisch dossier. Daartoe beraadslaagt de bedoelde Raad rekening houdende met :

1° de resultaten van de proeven die door het onderwijs georganiseerd zijn, voor zover deze over de evaluatie van bekwaamheden handelen die gelijkwaardig zijn met of hoger zijn dan de eindbekwaamheden van deze vormingseenheid; in zulks geval kan de Studieraad indien nodig de bekwaamheden van de betrokken persoon nagaan aan de hand van een proef;

2° de bekwaamheidsbewijzen die door de erkende centra voor validatie van bekwaamheden uitgereikt zijn; in zulks geval controleert de Raad de beheersing van de bedoelde bekwaamheden niet doormiddel van een nieuwe proef;

3° de documenten die uitgereikt zijn door de erkende vormingscentra en -instellingen, de beroepservaring of elementen van persoonlijke vorming die door de leerling ingediend zijn; in zulks geval gaat de Studieraad door middel van een proef de bekwaamheden na die de betrokken persoon verklaart te hebben door de bedoelde documenten in te dienen.

§ 2. De in dit artikel beschreven procedure kan slechts gebruikt worden om aan een leerling één of meerdere attesten voor het slagen te leveren waardoor hij het geheel van attesten voor het slagen van de voor de certificatie van een afdeling vereiste vormingseenheden kan verzamelen. Daarenboven moet hij ingeschreven zijn op de vormingseenheid 'geïntegreerde proef' als deze voorzien is in het document 8ter van de bedoelde afdeling.

Het document 8ter van de afdeling is het document bedoeld in artikel 11 van voornoemd besluit van de Executieve van 18 november 1991.

§ 3. Het attest voor het slagen van de vormingseenheid moet noodzakelijk uitgereikt worden door een inrichting die deze vormingseenheid mag organiseren.

In zulks geval moet de samenstelling van de Studieraad conform zijn met de samenstelling die voorzien is met het oog op het uitreiken van het attest voor het slagen op het einde van de betrokken vormingseenheid.

Art. 5. De beslissingen die door de Studieraad genomen zijn krachtens artikel 4 zijn definitief. Zij worden ingeschreven in processen-verbaal die ondertekend zijn door de leden van de Studieraad. Deze processen-verbaal worden op de zetel van de inrichting bijgehouden gedurende twee jaar en moeten op elk ogenblik aan de leden van de Inspectiedienst en van de Controledienst voor het onderwijs voor sociale promotie kunnen vertoond worden.

HOOFDSTUK IV. — *Ophettings- en slotbepalingen*

Art. 6. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juli 1993 tot vaststelling van de wijze van erkenning van de bekwaamheid verworven buiten het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2004.

Art. 8. De Minister tot wier bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. Fr. DUPUIS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 3954

[C — 2004/31498]

16 SEPTEMBER 2004. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot vaststelling van de bevoegdheden van de leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

Het Verenigd College,

Gelet op artikel 135 van de Grondwet, gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur en bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur en bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de Gewesten en de Gemeenschappen;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 3954

[C — 2004/31498]

16 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune

Le Collège réuni,

Vu l'article 135 de la Constitution, coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat ainsi que par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;